

Idéologie et modèles économiques

Texte paru dans *Regards Croisés sur l'Economie* La Découverte Septembre 2016

Résumé Les modèles économiques, y compris ceux qui font appel aux mathématiques, ne peuvent échapper à l'idéologie – aux croyances a priori de leurs auteurs. Cela n'a en soi rien de déshonorant, sauf quand certains de ces modèles sont présentés de façon erronée, consciemment ou pas, pour justifier à tort ces croyances. L'idéologie l'emporte alors sur la raison. Beaucoup de temps et d'énergie sont gaspillés dans l'élaboration de ces modèles qui sont plus une source de confusion que de progrès dans la connaissance.

Introduction

On entend habituellement par idéologie un ensemble de croyances a priori auxquelles une personne est particulièrement attachée. La présence de ce type de croyances est inévitable en économie, où l'expérience permet rarement de trancher entre les théories qu'elles inspirent. Le courant dit « autrichien » est ainsi profondément persuadé que le système des marchés est ce que l'humanité a trouvé de mieux pour régler ses problèmes d'ordre matériel alors que, pour les marxistes, il est condamné à disparaître pour laisser la place à un système à la fois plus efficace et plus juste.

Leurs croyances a priori conduisent « autrichiens » et marxistes à rejeter les modèles économiques. Les premiers parce qu'ils portent en germe l'intervention – forcément nuisible – de l'État sur les marchés ; les seconds parce qu'ils luttent pour la disparition du capitalisme et non pour mettre au point des modèles destinés à le replâtrer.

Les économistes qui construisent des modèles n'adhèrent donc pas, d'une façon ou d'une autre, aux croyances a priori des « autrichiens » ou des marxistes. Ils ont, en outre, tendance à penser que l'usage des mathématiques les immunise contre l'idéologie – à tort, comme le montre l'étude des deux grands types de modèles en économie, aussi bien microéconomiques que macroéconomiques.

De l'idéologie en microéconomie

La microéconomie conventionnelle – ou « théorie néoclassique » – est construite autour du modèle d'équilibre général, dont le propos est de fournir une représentation des relations marchandes entre les membres de la société (ménages et entreprises). À l'origine de ce modèle, il y a la volonté d'apporter un fondement rationnel à la croyance que des échanges régis par la « loi de l'offre et de la demande » conduisent à

un équilibre – état où chacun peut réaliser ses objectifs (maximiser sa satisfaction ou son profit, selon le cas), compte tenu des ressources dont il dispose. Les théoriciens qui, à la fin du XIX^e siècle, ont formulé en premier le modèle de l'équilibre général ont supposé que les marchés s'organisent en fixant un prix unique à chaque bien, sur la base duquel les agents formulent leurs offres et leurs demandes¹. Si celles-ci ne dépendent que des prix, elles peuvent alors être désignées par des symboles mathématiques simples – par exemple, $o_i(P)$ et $d_i(P)$ pour l'individu i , aux prix P . Lorsque les prix sont tels que la somme des offres individuelles de chaque bien est égale à celle des demandes, on dit qu'il y a équilibre. Mathématiquement, les prix d'équilibre sont donc donnés par les solutions d'un système de n équations, une équation par bien, à n inconnues (les prix des n biens).

Il a fallu attendre les années 1950 pour qu'il soit prouvé qu'un tel système a au moins une solution (non négative), à laquelle peut être associée une affectation efficace des ressources. Pour parvenir à ce résultat remarquable, les théoriciens néoclassiques ont dû supposer une forme très particulière d'organisation des échanges – appelée « concurrence parfaite » – dans laquelle il y a « quelqu'un » ou « quelque chose » qui :

1. propose les prix sur la base desquels les offres et les demandes sont formulées ;
2. compare, pour chaque bien, la somme des offres à celles des demandes ;
3. recherche sur cette base l'équilibre en faisant varier les prix tout en interdisant les échanges directs (bilatéraux) entre agents.

Cette forme d'organisation, que les microéconomistes n'explicitent pratiquement jamais², est celle d'un système très centralisé, passablement autoritaire. En cherchant à prouver que le système « libre et décentralisé » des marchés affecte efficacement les ressources, on arrive paradoxalement à la conclusion opposée : seul un système centralisé – sous la houlette d'un être bienveillant appelé, selon les auteurs, « secrétaire de marché », « joueur-marché » ou « commissaire-priseur » – permet de parvenir à ce résultat.

La raison voudrait alors que le modèle de concurrence parfaite soit abandonné – il n'a rien à voir avec le monde qu'il prétend représenter. Mais cela irait à l'encontre d'une croyance très enracinée chez la grande majorité des économistes. D'où, notamment dans les manuels d'initiation, une présentation des hypothèses du modèle de concurrence parfaite suffisamment floue comme pour laisser entendre qu'elles sont compatibles avec cette croyance, au moins dans le cas « parfait ». Plutôt que d'énoncer ces hypothèses, les manuels se contentent d'évoquer de vagues « conditions » – telles que l'« atomicité », la « transparence », l'« homogénéité » ou la « libre entrée » – que chacun peut interpréter à sa façon et qui, surtout, laissent dans l'ombre la principale

¹ Stanley Jevons postule l'existence de curieux « corps commerçants » et d'une « loi du prix unique » tandis que Léon Walras parle de « prix criés » et évoque un « calculateur » qui détermine les prix d'équilibre (Guerrien, 2015a).

² On songe ici aux « hypothèses invisibles » dont parle Raymond Boudon (1986).

caractéristique du modèle : une organisation très centralisée des échanges (Guerrien, 2015a).

Les économistes néoclassiques ont cherché depuis longtemps à se prémunir contre les critiques, récurrentes, jetant le doute sur certaines des hypothèses de leurs modèles, à commencer par celui de concurrence parfaite. Ils ont ainsi avancé l'argument du *comme si* : faisons *comme si* ces hypothèses étaient pertinentes, même s'il est évident qu'elles ne le sont pas, et tenons-nous en aux seules prédictions qui en découlent. Si elles sont confirmées, alors les modèles peuvent être considérés comme valables (non réfutés). Cette curieuse façon de concevoir le rapport entre théorie et réalité ne suffit pas à sauver le modèle de concurrence parfaite, puisque les économistes mathématiciens l'ayant examiné sont parvenus à la conclusion qu'il ne peut fournir de prédiction – ou plutôt, comme le disent les auteurs du traité le plus prestigieux en microéconomie, « n'importe quoi peut arriver » (*anything goes*) (Mas-Colell *et alii*, 1995 : p. 598)³. Ainsi, rien ne permet d'assurer la validité de la "loi de la demande" – la demande d'un bien décroît avec son prix. Ce qui s'explique par le fait qu'une hausse de prix diminue le pouvoir d'achat des acquéreurs mais augmente celui des vendeurs – son effet final peut donc prendre de multiples formes. Il n'y a ainsi plus de raison pour que l'équilibre soit unique et, surtout, que l'application de la "loi de l'offre et de la demande" – le prix d'un bien est augmenté quand sa demande est supérieure à son offre, il est diminué dans le cas contraire – mène à un équilibre. En règle générale, dans le cas "parfait", sans "frictions", le système est instable – il est soumis à un mouvement perpétuel, cyclique ou chaotique, sans jamais atteindre l'état de repos qui caractérise un équilibre (Bénicourt et Guerrien, 2008, p 74 et suiv.)

Ce résultat négatif – connu sous le nom de théorème de Sonnenschein –, a été établi dans les années 1970. Il aurait dû conduire les partisans du *comme si* au rejet du modèle de concurrence parfaite. Il n'en a rien été, l'idéologie l'emportant une fois de plus sur la raison.

Sur les « applications » de la microéconomie

Dans les manuels de microéconomie, surtout ceux qui se disent « élémentaires », on trouve souvent des prétendus « exemples numériques » qui peuvent donner l'impression que la microéconomie « s'applique » à la réalité. Ces exemples sont en règle générale construits de toutes pièces ; ils sont purement imaginaires, ce qui n'est guère surprenant dans le cas du modèle de concurrence parfaite, dont le monde n'a pratiquement rien à voir avec le nôtre. Y revenir nécessite au moins d'admettre qu'il y a des agents – des entreprises, par exemple – qui proposent des prix. Les modèles

³ Par exemple, la demande d'un bien ne décroît pas forcément avec son prix, contrairement à ce qu'on aurait pu penser. Rien assure non plus que les prix convergent vers l'équilibre.

doivent alors incorporer la demande ou l'offre que ces agents anticipent aux divers prix possibles, compte tenu des réactions éventuelles des autres agents de l'économie. L'approche en termes d'équilibre général devenant bien trop compliquée, les microéconomistes se limitent alors à des modèles d'équilibre partiel qui ne traitent que d'un seul bien (monopole, oligopole, concurrence monopoliste, etc.) ou que de relations bilatérales (approche contractuelle avec asymétrie d'information) entre candidats à l'échange (employeur et employé, par exemple). La théorie prend alors la forme d'une liste sans fin de « petits » modèles dont les « solutions » (équilibres) sont très sensibles aux hypothèses sur l'information dont disposent les agents et sur ce qu'ils pensent des conséquences de leurs choix, c'est-à-dire de leurs croyances sur les comportements et les réactions des autres agents. Toutes ces solutions ont néanmoins pour point commun d'affecter les ressources de façon inefficace, contrairement à l'équilibre de concurrence parfaite. D'où l'importance donnée à ce dernier, présenté comme un idéal inaccessible mais dont il faut néanmoins chercher à s'approcher. Ce qui n'a aucun sens puisque personne ne songe vraiment à adopter, ne fut-ce que partiellement, la forme d'organisation très centralisée que suppose, dans ses hypothèses "mathématiques", le modèle de concurrence parfaite. Le malentendu autour de ces hypothèses – qui ne s'explique que par des raisons idéologiques – est ainsi une source permanente de confusion, que ce soit à propos de la concurrence "parfaite" ou "imparfaite".

Ces innombrables modèles parcellaires donnent l'occasion à certains économistes d'exercer leurs talents mathématiques – sans pour autant traiter de cas concrets – ou donnent lieu à des « applications », comme on le constate en feuilletant les ouvrages de référence de Mas-Colell *et alii* (1995) et de Tirole (1988). On peut également constater, *a contrario*, qu'il n'y a aucune trace de ces modèles, ni même de la microéconomie en général, dans le millier de références données dans l'*Encyclopédie de gestion* de Simon et Joffre (1997), ouvrage destiné avant tout à des praticiens.

Dans un article récent, Noah Smith, l'un des blogueurs les plus en vue en économie, recense les « succès » de la microéconomie, qu'il oppose aux déboires de la macroéconomie, décriée pour ne pas avoir vu venir la crise de 2008 (Smith, 2014a). Le bilan de cette recension est plutôt maigre. Il a surtout très peu à voir avec ce qu'on trouve dans les traités de microéconomie. L'exemple préféré de Noah Smith est celui d'un modèle ayant prévu correctement – en 1972 ! – le nombre de passagers susceptibles d'emprunter une nouvelle ligne de train à San Francisco. Ce modèle est formé d'un peu de psychologie élémentaire, d'enquêtes sur les coûts, réels et perçus, des divers moyens de transport, et de quelques techniques statistiques classiques de traitement des données. On est loin des subtilités de la théorie avec des agents « faiseurs de prix » puisque le maître d'œuvre y est en fait l'État, un « agent » très

particulier⁴. Les autres exemples que donne Noah Smith relèvent du *mechanism design*, terme qui désigne la façon d'organiser « au mieux » certains types d'échanges : enchères dans le cas marchand ou appariements entre personnes (candidat-e-s au mariage, dons d'organes entre personnes compatibles, recrutement des internes par les hôpitaux, etc.) dans le cas non marchand. L'approche est clairement normative ; elle relève plus de la planification que du « libre marché », ce qui n'est guère surprenant vu l'ambiguïté qui est à la base de la microéconomie.

De l'idéologie en macroéconomie

L'État, acteur essentiel de l'économie, ne peut se contenter des petits jeux mathématiques en concurrence « parfaite » ou « imparfaite » auxquels se livrent les microéconomistes. Il demande que lui soient fournis des instruments qui l'aident dans la mise en œuvre de sa politique économique. Tel est le rôle de la macroéconomie, une discipline qui a pris de plus en plus d'importance avec la crise des années 1930, puis avec la montée en puissance des États qui a suivi la Deuxième guerre mondiale. La macroéconomie adopte d'emblée un point de vue global ; elle s'intéresse aux relations entre des agrégats tels que la production, la consommation ou l'investissement. Inspirés d'abord par Keynes, les premiers modèles macroéconomiques étaient formés par un petit nombre de relations empiriques – ou prétendues telles – entre agrégats dont la plus célèbre est la relation entre consommation et revenu, qualifiée par Keynes de « loi psychologique fondamentale ». À ces relations s'ajoutent les identités comptables qui découlent de la définition même des agrégats et qui traduisent les interdépendances entre les divers secteurs de l'économie.

Le consensus sur ces modèles n'a cependant duré qu'un temps. Le souvenir de la crise des années 1930 s'estompant, les clivages d'ordre idéologique ont resurgi au sein même du courant dominant avec, d'une part, « ceux qui croient sans réserve (ou presque) aux marchés » et, d'autre part, « ceux qui y croient, mais avec des réserves ». Pour les premiers, les interventions de l'Etat doivent être limitées au minimum, alors que pour les seconds, elles sont nécessaires dans certaines circonstances – qui varient d'ailleurs d'un auteur à l'autre (Guerrien, 2015b).

Les modèles « keynésiens » de l'après guerre, marqués par la crise des années 1930, ont été mis en cause d'abord par les « monétaristes » – qui leur reprochaient de ne pas avoir prévu l'inflation des années 1960 –, puis, surtout, par les « nouveaux classiques »⁵, pour qui leur absence de « fondements microéconomiques » est source d'incohérences. La théorie de l'équilibre général serait la seule à pouvoir éviter ces dernières, mais elle se heurte à l'obstacle insurmontable qu'est le théorème de

⁴ L'auteur du modèle, Daniel McFadden, est bien plus réservé que Noah Smith sur sa portée. On peut d'ailleurs se demander si le résultat de 1972 n'est pas en bonne partie dû au hasard.

⁵ Qui ont adopté cette dénomination en référence aux « classiques » que Keynes avait vivement critiqués.

Sonnenschein selon lequel « n'importe quoi peut arriver ». Les « nouveaux classiques » ignorent toutefois cet obstacle en adoptant une hypothèse des plus surprenantes : ils supposent que l'évolution observée de l'économie d'un pays est le résultat du choix d'un individu unique qui maximise son utilité en décidant aujourd'hui du partage de sa production entre consommation et investissement (et de son temps entre travail et loisir), tout en prévoyant correctement l'avenir, aux aléas près – ses anticipations sont « rationnelles » (Guerrien, 2015c). C'est l'hypothèse dite de « l'agent représentatif ».

Quelques voix prestigieuses au sein même du courant dominant – dont celles d'Alan Kirman (1992) et de Robert Solow (2008) – ont cherché à attirer l'attention sur l'absurdité de cette hypothèse sans que personne ne cherche à leur répondre, faute d'arguments⁶ (Hartley, 1997). Elles ont notamment insisté sur le fait qu'elle revient à évacuer le problème central de la macroéconomie – et, plus généralement, de l'économie politique – qui est celui de la compatibilité des décisions prises par des individus ayant des intérêts (partiellement) opposés et des croyances différentes sur ce que réserve l'avenir. Le montant de l'épargne des ménages n'a ainsi aucune raison de coïncider avec les sommes que les entreprises décident de consacrer à l'investissement. Sauf s'il n'y a qu'un seul agent qui, par définition, investit tout ce qu'il ne consomme pas. Le chômage ne peut aussi être que volontaire puisqu'il résulte du choix de l'agent entre consommation et loisir – moins il travaille, moins il dispose de ressources pour consommer..

Ces critiques – restées sans réponse – n'ont pas empêché l'idée d'agent représentatif de s'imposer très rapidement et pratiquement sans résistance dans les milieux académiques, ce qui ne peut que laisser perplexe ceux qui n'en font pas partie. Tel est le cas, semble-t-il, des praticiens qui opèrent au sein des administrations et des banques centrales, qui ont poursuivi leur travail avec les modèles « à l'ancienne », malgré les injonctions et les sarcasmes venus de l'Université (Smith, 2014b).

Les deux types de modèles ont d'ailleurs continué à coexister après la crise de 2008. Ceux qui s'inscrivent dans la voie ouverte par les « nouveaux classiques » – qualifiés maintenant de « nouveaux keynésiens » – ont été progressivement modifiés de façon à imposer diverses entraves (légales, administratives, techniques) au choix de l'agent représentatif. Ces « imperfections » empêchent la réalisation du cas « parfait » et justifient l'intervention de l'État, que ce soit pour atténuer leurs effets (par sa politique économique) ou pour les supprimer (par des « réformes structurelles »). Les modèles semblent plus « réalistes », mais l'absurdité qui est à leur base – l'agent représentatif – demeure et leur ôte tout intérêt.

⁶ Personne n'a même osé avancer l'argument du *comme si*, tellement la ficelle est grosse.

Idéologie et politique économique

Les modèles de la macroéconomie sont censés aider ceux qui nous gouvernent dans leurs choix de politique économique. Le fait qu'ils aient à leur disposition plusieurs sortes de modèles – basés sur des hypothèses différentes, voire opposées – n'est pas forcément un inconvénient pour eux. Ils peuvent choisir parmi eux celui qui correspond le mieux à leur projet politique, ou à leur idéologie, en lui apportant ainsi une "caution scientifique". Ils savent toutefois mettre de l'eau dans leur vin lorsqu'ils faut prendre des décisions pouvant affecter sérieusement l'économie – le pragmatisme atténuant alors les effets de l'idéologie. On a ainsi vu surgir en 2008, alors que l'économie mondiale menaçait de s'effondrer, un consensus soudain chez tous les décideurs – gouvernements et banques centrales – sur la nécessité d'une intervention rapide et massive des Etats pour sauver le secteur bancaire et pour éviter la chute en cascade de pans entiers de l'économie mondiale. Le bon sens, ou l'instinct de survie, l'ont (momentanément) emporté sur les considérations "théoriques" et sur les clivages idéologiques – bien que le courant ultra libéral, hostile à toute intervention, avait le vent en poupe, notamment à l'université. Il a d'ailleurs repris depuis du poil de la bête, l'idéologie qui le sous-tend n'ayant évidemment pas disparu. – elle se contente de prendre une nouvelle forme.

Conclusion : idéologie et raison

Si les théories économiques ne peuvent échapper à l'idéologie, cela ne signifie pas qu'elles relèvent de l'irrationnel. De nombreux faits et arguments peuvent être avancés pour justifier la croyance dans le rôle autorégulateur des marchés ou pour justifier la croyance opposée. On peut tout au plus espérer que la raison et l'expérience permettront un jour de trancher entre les diverses croyances qui sous-tendent les modèles économiques. En revanche, l'idéologie égare les esprits lorsqu'elle conduit à présenter de façon erronée certains de ces modèles, comme c'est le cas du modèle de concurrence parfaite, qui donnerait une version idéalisée des économies décentralisées, ou avec le modèle à agent représentatif qui serait d' « équilibre général ». La croyance profondément ancrée que le libre jeu de l'offre et de la demande ne peut aboutir, du moins dans le cas « parfait », qu'à une allocation efficace des ressources est à l'origine d'une forme d'aveuglement qui étonne de la part de personnes qui se réclament, sans doute sincèrement, de la démarche scientifique. L'idéologie l'emporte alors sur la raison, ce que ressentent d'ailleurs plus ou moins confusément les étudiants en économie, comme le prouvent les protestations récurrentes de certains d'entre eux contre les enseignements qui leur sont dispensés – un phénomène qui donne à réfléchir et qu'on n'observe dans aucune autre discipline.

Bibliographie

- BENICOURT E. et GUERRIEN B. (200) *La théorie économique néoclassique*, La Découverte, Paris.
- BOUDON R. (1986), *L'idéologie*, Le Seuil, Paris.
- GUERRIEN B. (2015a), « Qu'est-ce que la concurrence parfaite ? », *Économie critique* [disponible à l'adresse : <http://bernardguerrien.com/concurrence-parfaite.pdf>].
- GUERRIEN B. (2015b), « Une brève histoire de la macroéconomie et les leçons que l'ont peut en tirer », *Économie critique* [disponible à l'adresse : <http://bernardguerrien.com/BreveHistoireMacro.pdf>].
- GUERRIEN B. (2015c), « Robinson, Maupertuis et la nouvelle macroéconomie », *Économie critique* [disponible à l'adresse : <http://bernardguerrien.com/Robinson-nvlemacro.pdf>].
- HARTLEY J. (1997), *The Representative Agent in Macroeconomics*, Routledge, Londres.
- KIRMAN A. (1992), « Whom and What Does the Representative Individual Represent ? », *Journal of Economic Perspectives*, 6(2), 117-136.
- SIMON Y. et JOFFRE P. (1997), *Encyclopédie de gestion*, Economica, Paris.
- SOLOW R. (2008), « The State of Macroeconomics: A Comment », *Journal of Economic Perspectives*, 22(1), 243-249.
- SMITH N. (2014a), « Here's what Economics Gets Right », *Bloomberg View* [disponible à l'adresse : <http://www.bloombergview.com/articles/2014-12-31/heres-what-economics-gets-right>].
- SMITH N. (2014b), « The Foxy Fed », *Noah Opinion Blog* [disponible à l'adresse : http://noahpinionblog.blogspot.fr/2014/04/the-foxy-fed_7.html].